

## LES PUBLICS ET LES ENJEUX ACTUELS DE LA PREVENTION

### SPECIALISEE \_ MARS 2016

Le Comité de la Prévention Spécialisée de Paris a souhaité, afin d'étayer les éléments à apporter au groupe de travail, procéder à la consultation de ses associations membres. De plus, nous avons demandé au Département de nous fournir les données quantitatives qu'il collecte depuis 2010.

Le présent document vise à mettre en lumière les évolutions notables depuis une dizaine d'années, et non pas à procéder à un recensement exhaustif concernant les items abordés.

### LES PUBLICS

#### LES FILLES

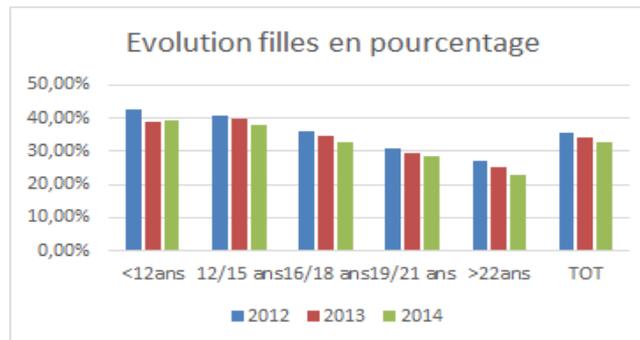
Les éducateurs relèvent une augmentation du nombre de filles suivies par rapport à il y a 5/6 ans. Cette hausse semble consécutive à la commande publique d'appuyer particulièrement les prises de contact avec elles. De nombreuses formations sur l'entrée en lien avec elles, leurs problématiques avaient alors permis aux éducateurs de renforcer leur intervention à leur égard. Il y a une quinzaine d'années, il était difficile d'amener des filles en séjour par exemple. Ces difficultés semblent s'être allégées. On relève environ un tiers de filles accompagnées dans les clubs et services, proportion stable depuis 5 ans environ.

Les parcours de ces jeunes filles sont très tranchés : des parcours bien construits qui aboutissent (les filles font alors appel aux éducateurs pour des sujets très précis comme trouver un employeur pour une alternance), ou des parcours chaotiques qui dégènèrent. Elles sont dans ce cas-là très visibles sur l'espace public.

Une analyse moins empirique révèle une baisse du nombre de filles suivies, en valeur absolue comme en pourcentage :



Cette baisse se rencontre dans tous les types d'accompagnement (entrée en lien, actions socio-éducatives collectives, accompagnements individuels) à l'exception de la catégorie des jeunes participant uniquement aux actions collectives, et quelle que soit la classe d'âge observée :



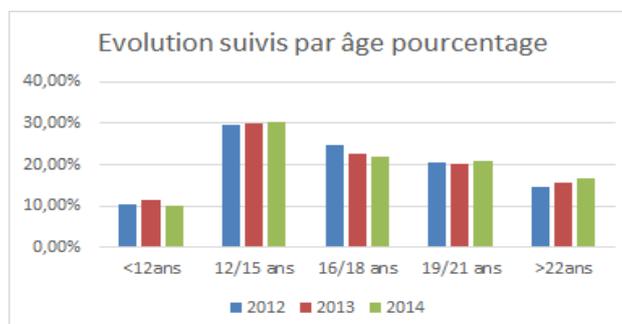
### LE RAJEUNISSEMENT DU PUBLIC

Il est en partie lié à la commande publique d'intervention autour de la prévention du décrochage scolaire, qui vient mécaniquement renforcer la population des 12/15 ans. Néanmoins, dans certains quartiers, il faut noter la présence renforcée, dans l'espace public, en-dehors des temps scolaires, et de façon tardive, des moins de 12 ans.

Des dispositifs existent pour les pré-adolescents et jeunes adolescents : centres sociaux, centres d'animation... Au sein de cette population, les plus en difficulté, les plus éloignés sont les 14/16 ans, qui expérimentent peut-être plus jeunes des passages à l'acte.

Il y a une plus grande judiciarisation des comportements inappropriés des plus jeunes, y compris par l'institution scolaire (qui va, par exemple, appeler la Police pour un bris de déclencheur manuel d'alarme incendie).

Les actions avec les plus jeunes tournent plus autour de l'animation que du suivi éducatif.



### LES PLUS DE 21 ANS

A Paris, jusqu'aux récentes conventions 2016/2018, un paragraphe spécifique concernait l'intervention auprès des plus de 21 ans. Cela n'est plus le cas. Or, les plus de 21 ans ont été accompagnés dans leur plus jeune âge par les équipes. Le lien reste, et peut permettre la reprise d'un travail éducatif après 21 ans. Les dispositifs de relais pour cette tranche d'âge, en dessous des 25 ans, n'existent pas : pas d'hébergement parce qu'on est majeur, pas d'aide financière parce qu'on a moins de 25 ans. Qui intervient auprès d'eux en dehors de la Prévention Spécialisée ? Cette catégorie d'âge est présente dans l'espace public, plus que les plus jeunes, tard, dans des problématiques de consommation. Parmi les plus âgés, il y a un écart notable dans les questions de genre : les filles seront concernées par des phénomènes de parentalité « précoce », les garçons restant enfermés dans les questions propres à l'adolescence.

Les récentes conventions ont fait l'objet, pour le service de La Clairière, géré par le Centre d'Action Sociale Protestant, d'une disposition particulière. L'équipe éducative, intervenant dans le Forum des Halles, a un an pour réaliser un diagnostic quant à l'accompagnement global des 21/25 ans, en utilisant les méthodes d'entrée en lien de la Prévention Spécialisée.

### ORIGINE DES JEUNES ACCOMPAGNES

L'origine des jeunes accompagnés s'est déplacée vers l'Afrique sub-saharienne, suivant a priori la temporalité des vagues migratoires. Il s'agit que l'histoire de la migration soit parlée, formalisée. Quand les choses sont exprimées, cela constitue moins une lourdeur pour les jeunes. L'âge avancé des pères peut également être problématique parce qu'il y a trop d'écart générationnel. Les familles sont plus nombreuses, avec des enfants plus jeunes.

Les populations des gares comme celle du Forum des Halles sont, elles, plutôt constituées de jeunes en situation de rupture : arrivé en métropole, accueilli par la famille puis sans domicile, arrivé tardivement en France, ruptures familiales, beaucoup d'aller-retour en milieu carcéral.

Les équipes entendues n'ont pas de lien avec les migrants asiatiques, très difficiles à approcher, même si certains parents peuvent fréquenter les centres sociaux.

## LES ENJEUX ACTUELS : PROBLEMATIQUES RECENSEES PAR LES EQUIPES

### PRODUITS PSYCHOACTIFS

L'expérimentation de l'alcoolisation se fait plus tôt, de façon visible dans l'espace public.

Des petits de troisième peuvent mimer le fait de prendre de la cocaïne, parce qu'ils ont vu des grands de 17 ans le faire. Le cannabis est devenu un produit très banalisé. L'utilisation des cigarettes électroniques se fait très jeune. L'utilisation des chichas semble être une consommation tolérée par les familles (contrairement à la cigarette).

### LES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET LES RESEAUX SOCIAUX

Les NTIC ont changé la façon de travailler, d'entrer en lien : cela a des aspects positifs, mais les répercussions des conflits de Facebook dans la réalité sont très violentes ! Les éducateurs entendus n'ont pas ouvert de compte Facebook professionnels : ils craignent de se faire embarquer trop vite, ne pas montrer autre chose qui peut marcher que Facebook, de se retrouver instrumentaliser, de ne pas pouvoir différer. Les liens qu'entretiennent les jeunes entre eux ont énormément évolué : les « rencontres » se font sur Facebook plutôt qu'au sein du quartier ; les liens virtuels sont mêlés aux liens réels.

On relève également la violence des vidéos postées, ainsi que le temps passé devant les tablettes et les jeux, qui fait que des jeunes s'isolent. Les éducateurs sont alors confrontés à des retours de l'école, ou d'autres partenaires qui ne voient plus ces jeunes.

### PREVENTION DU DECROCHAGE SCOLAIRE

La Prévention Spécialisée travaille avec les collèves, parce qu'ils font partie de l'environnement du jeune. Les équipes entendent et relaient les alertes en cas de présence du jeune dehors sur les horaires scolaires. Le décrochage dépend beaucoup de l'orientation choisie/subie, de la capacité des parents à accompagner. La PS intervient sur les sujets qui rendent indisponibles à l'acquisition des savoirs. La PS peut prendre le relai lors des renvois temporaires : très souvent, les jeunes renvoyés ne comprennent pas la sanction. Les parents auprès desquels la PS intervient se sentent et se disent souvent « maltraités » par le collève, et tournent le dos. Le jeune est alors dans un conflit de loyauté entre ses propres parents et l'institution scolaire. Les éducateurs peuvent servir d'interface entre les interlocuteurs du collève et les parents et tenter de refaire du lien.

Les portes sont encore très souvent fermées, or l'intervention de la Prévention Spécialisée reste tributaire des relations avec les collèves.

### LA VIOLENCE PHYSIQUE

Il y a une violence de bandes, physique, pour des questions de territoires, des histoires oubliées. Les conflits peuvent être mythiques, présents depuis plusieurs dizaines d'années.

Les filles se battent aussi, y compris avec des garçons. La violence physique est vraiment très importante. Il peut exister un climat violent, de crainte lorsque des conflits entre bandes sont installés sur les quartiers.

Pour autant, il est important de noter que le jeune existe aussi par la confrontation : les jeunes se jaugent dans un temps où ils se construisent, se prouvent qu'ils se construisent conformément à certaines attentes, existent aux yeux de celui qu'ils ont battu ou qu'ils veulent battre. Dans le groupe, les confrontations peuvent déterminer les « niveaux hiérarchiques ». C'est l'absence de terrain qui permettent l'expression de l'identité. Il y a une absence de conscience : le jeune qui met un coup de marteau dans la tête d'un autre ne pense pas aux conséquences, mais à l'importance d'être vu comme fort dans le groupe.

Concernant l'augmentation des actes de violence physique, ou leur banalisation, les lectures diffèrent : les bandes sont très anciennes, et avaient déjà, il y a plusieurs dizaines d'années, des armes blanches utilisées dans les rixes. La violence physique qui s'exprime dans les rixes est la même qu'il y a quelques années, c'est notre recul qui change. Par contre, le phénomène de bandes de filles est nouveau.

### PREVENTION DE LA RADICALISATION

La première chose que fait un jeune radicalisé est de quitter ses pairs. Les autres jeunes alertent. La PS a une place privilégiée pour « entendre », toucher les plus fragiles, être alertée par ce quartier. Après un tour de table au lendemain du 13 novembre, les directeurs parisiens n'ont remonté, au cours de l'année 2015, qu'un cas signalé de radicalisation avérée.

La PS peut contribuer à l'examen des causes, du parcours qui mène à la radicalisation : les questions sont celles des places de chacun, de la place faite dans la société. Pour contribuer mieux à la prévention, il nous faut plus de connaissance sur les parcours.

### SANTE MENTALE

Des problématiques psychiatriques sont rencontrées, mais plutôt à la marge. Lorsqu'elles sont présentes, il est très complexe de mettre en place les dispositifs de soutien nécessaires à une insertion sociale réussie. La Prévention Spécialisée est alors dans un rôle de coordination entre les acteurs déjà intervenants ou appelés par la situation.

### CONSTITUTION DES MENAGES

Si le lien entre difficultés de construction et vie dans un ménage monoparental n'est pas systématique, les éducateurs relèvent tout de même que de nombreux jeunes ne connaissent pas leur père, ne l'ont jamais vu, ou qu'il n'est pas investi dans l'éducation des enfants.

### L'INSERTION PROFESSIONNELLE

L'absence de réponses concrètes à la recherche d'emploi complexifie la tâche des éducateurs, qui ne peuvent plus utiliser ce levier comme outil d'insertion sociale pleinement réussie. Les dispositifs existants sont pluriels, complexes, pas toujours appropriés ou nécessitant des aménagements.

### LA PS TROP PEU LEGITIMEE

Assise et légitimité de la Prévention Spécialisée restent encore, pour certains acteurs, assez peu confortée. Quand une équipe transmet une information préoccupante, par exemple, elle n'est peut-être pas aussi entendue que si c'était d'autres acteurs comme l'ASE ou la PJJ qui le faisaient. Il est déjà demandé aux équipes (et cela est fait) de faire des IP, de faire des notes sociales... La crédibilité des informations apportées par la PS est souvent remise en question. Finalement la crédibilité de la Prévention Spécialisée est parfois mieux entendue par le Juge que par l'ASE... !!! Il faut communiquer pour enrayer ce problème de crédibilité, changer l'image de l'éducateur de rue qui « traîne avec les jeunes », « épouse leur discours », qui ne signale pas... Il faut aussi plus et mieux intervenir dans les organismes de formation.

Il serait nécessaire d'asseoir la PS en la transformant en compétence aux moyens obligatoires.